

LE TEMPS

euro Jeudi 4 octobre 2012

Amartya Sen: «Rappelons-nous que réforme ne signifie pas forcément austérité»

Par Propos recueillis par Mathilde Farine

Amartya Sen: «Rappelons-nous que réforme ne signifie pas forcément austérité» A Genève, Amartya Sen analyse la situation de l'Europe. Le Prix Nobel d'économie estime que les pays font trop d'austérité

L'affluence était telle pour écouter Amartya Sen mercredi à Genève que l'Institut des hautes études internationales et du développement, qui l'a invité à donner une leçon inaugurale, a d'abord été débordé. C'est finalement à l'Organisation mondiale du commerce que les 800 inscrits ont pu écouter l'économiste indien. Juste avant sa conférence, ce Prix Nobel d'économie, récompensé en 1998, a livré son analyse de la crise de la zone euro.

Le Temps: Depuis l'intervention de la Banque centrale européenne et l'accord de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe en septembre, pensez-vous que le pire est derrière en Europe?

Amartya Sen: J'aimerais pouvoir dire cela. Mais je n'en suis pas du tout sûr. Les politiques en Europe continuent d'esquiver trois questions essentielles pour l'avenir de la zone euro. La première est liée à la volonté de réduire les déficits par des mesures d'austérité. Or ces dernières ne sont pas viables. Historiquement, l'endettement des Etats a pu être réduit lorsque la croissance était forte. C'était le cas par exemple après la Seconde Guerre mondiale. Les dettes étaient très importantes, mais elles ont tout simplement fondu avec la croissance. On peut montrer d'autres exemples, comme les Etats-Unis pendant les années Bill Clinton. Ce dernier est arrivé avec des comptes dans le rouge en raison notamment de la guerre en Irak et en est sorti à l'équilibre. La Suède aussi a pu réduire largement son endettement pendant les années 1990. Mais c'était toujours pendant des périodes de forte croissance.

- En Europe, les pays qui doivent prendre des mesures sont aussi les pays où la récession est la plus forte...

- Oui. Et jamais dans l'histoire cela n'a été la recette du succès. Je ne pense pas que l'Europe va marquer un précédent pour l'économie mondiale. Il y a une raison pour laquelle ce n'est pas possible. On a bien vu ce qu'il s'est passé dans les années 1930 aux Etats-Unis, où les freins aux dépenses ont renforcé la dépression.

- Faut-il arrêter l'austérité ou l'étaler dans le temps?

- Dans certains cas, il aurait été plus simple de ne pas intégrer la zone euro. Maintenant, c'est trop tard: dissoudre la zone euro créerait des turbulences énormes. Il faut donc gérer ces problèmes délicatement. La même chose s'applique à l'austérité. Il n'aurait pas fallu s'y lancer, mais on ne peut pas tout arrêter d'un coup. Certaines mesures peuvent être abandonnées, mais il est important de mettre en place certaines réformes. Notamment pour résoudre l'évasion fiscale en Grèce. Rappelons-nous que réforme ne signifie pas forcément austérité. Comme les deux notions ont été mélangées, ceux qui s'opposent à l'austérité finissent par s'opposer aux réformes. Beaucoup de ces problèmes ont été regardés de manière superficielle. Parce que les déficits sont importants, il a fallu les réduire,

mais sans se poser de questions sur la situation des pays.

- Quels sont les autres problèmes occultés par les dirigeants européens?

- Supposons que l'austérité fonctionne. Il y a une raison qui explique pourquoi le Portugal ou la Grèce, par exemple, font face à des problèmes que ne vit pas l'Allemagne. Si la monnaie était différente, les pays pourraient dévaluer. Ce n'est pas possible. Or, aujourd'hui, la Grèce et le Portugal se trouvent face à un euro surévalué, tandis que l'Allemagne profite d'un euro sous-évalué. L'Europe peut se plaindre de la Chine, l'accusant de manipuler son taux de change pour stimuler les exportations. Mais l'Allemagne profite du même avantage. Ce serait tout à fait différent si le mark était en vigueur. La zone euro n'est pas les Etats-Unis et n'a pas mis en place de transfert d'un pays à l'autre pour compenser les problèmes économiques. En outre, il n'y a pas de vrai mouvement de personnes qui aide à l'ajustement. Dette ou pas, ces questions doivent être résolues parce qu'elles reviendront.

- Vous avez mentionné un troisième problème...

- Je crois beaucoup à l'idée d'une union en Europe. Mais il n'est pas possible d'imaginer qu'une monnaie unique soit un préalable à une union politique. Ce, d'autant que les programmes d'austérité créent une désaffection vis-à-vis de l'UE. Des Allemands voient les Grecs comme des paresseux, etc. C'est le contraire qui se produit, cela rend l'union politique encore plus difficile à vendre.

- Comment jugez-vous l'attitude de l'Allemagne depuis le début de la crise?

- Les Allemands ont un problème: ils pensent qu'une austérité bien mise en place fonctionnera. Le gouvernement a mis cela dans la tête de la population. Qui pense donc que les Grecs n'en font pas assez. Avec cette mauvaise compréhension de la situation, et tout en ignorant les autres problèmes, ils accusent les Grecs de tous les maux. On ne peut pas blâmer les Allemands, contrairement au gouvernement qui les ont encouragés.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA